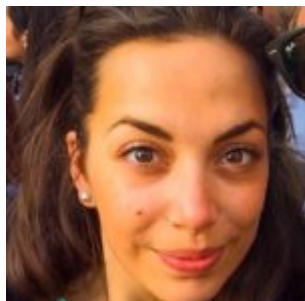


Abbas, ou la mascarade de la démocratie palestinienne



Par Yara Hawari, le 29 Janvier 2019

Depuis son accession à la présidence de l'Autorité Palestinienne (AP) en 2005, Mahmoud Abbas n'a cessé de dominer la scène politique palestinienne en consolidant son emprise sur les différentes institutions tout en bridant les personnalités et partis politiques. Si on ajoute à cela le conflit entre le Hamas et le Fatah, obstacle majeur à la politique interne palestinienne, cela laisse peu de place à la démocratie et à la participation populaire à la vie politique. D'ailleurs, cela fait maintenant dix ans que le mandat d'Abbas de président de l'AP a touché à sa fin.

En Décembre 2018, lors d'une réunion de la direction de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), Abbas a [annoncé](#) une nouvelle décision de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) à savoir, la dissolution du Conseil Législatif Palestinien (CLP) et des élections dans les six mois. Les jours qui ont suivi, le Hamas a refusé cette décision, [déclarant que cette décision est anticonstitutionnelle](#) et que ni Abbas ni la HCC n'ont le pouvoir de dissoudre le CLP. Le Hamas demande en revanche des élections présidentielles ainsi que des élections du CLP et du Conseil National Palestinien, l'organe législatif de l'OLP.

Ce mois-ci, Abbas [a déclaré](#) que des élections législatives auraient lieu uniquement si elles incluaient Jérusalem Est. Le régime israélien actuel a pourtant été clair sur le fait qu'il ne permettrait jamais qu'un tel événement politique ait lieu à Jérusalem. En effet, cela remettrait en question la revendication d'Israël de sa souveraineté sur la totalité de la ville. Saeb Erekat, le secrétaire général du Comité Exécutif et négociateur en chef de l'OLP, a déclaré que la dissolution du CLP fait partie d'une phase de transition de l'AP vers la constitution d'un État ; il est même allé jusqu'à appeler à des [élections générales pour une assemblée constituante](#) de l'État de Palestine. Pourtant il est peu probable que cela se produise dans ce contexte de divisions politiques.

Sachant cela et étant peu probable que le Hamas remette en cause cette décision, pourquoi Abbas et ses alliés ont-ils dissout le CLP ? Il est important de souligner que le Hamas domine le CLP depuis les élections de 2006 ; il détient 76 sièges sur 132, le Fatah 43. Cependant, depuis la division entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie, le CLP est un organe politique en sommeil, rendant le processus législatif de l'AP moribond. Abbas dirige de plus en plus par décrets présidentiels face à cet organe législatif inefficace. La dissolution du CLP permettrait à Abbas de consolider encore d'avantage son pouvoir en transférant la majeure partie du processus de décision au Comité Central de l'OLP, organe dans lequel le Hamas n'existe pas. De cette manière, Abbas peut accroître sa pression politique sur le Hamas.

En outre, la Loi Fondamentale (pour ainsi dire la Constitution) contient une clause prévoyant que si le président est incapable de remplir son rôle (c'est à dire s'il meurt), le président du CLP prend sa place pendant 60 jours avant des élections. L'actuel président du CPL est Aziz Duwaik, membre du Hamas.

Il est également probable qu'Abbas veuille amoindrir la

pression de la communauté internationale pour démocratiser les institutions de l'AP et le processus politique. Grâce à cette manœuvre Abbas peut rejeter la faute sur le manque de démocratie (et d'unité) du Hamas, qui réfute la légitimité de la dissolution du CPL, et sur Israël qui n'autorise pas d'élections à Jérusalem Est.

Pendant ce temps, la confiance des Palestiniens envers le système politique continue de faiblir, en particulier au sein de la jeunesse. L'AP est de plus en plus critiquée pour sa corruption, sa répression de l'opposition, et son incapacité à résister à Israël, qui continue de renforcer son occupation militaire de la Cisjordanie et de Gaza et d'appliquer des mesures de punitions collectives sur tous les Palestiniens. Tout ceci a créé une situation dans laquelle un système politique palestinien ne peut éclore. Israël emprisonne fréquemment des personnalités politiques palestiniennes. Certaines d'entre elles, comme Marwan Barghouti et Khalida Jarrar, purgent des peines interminables. En outre, la politique israélienne est conçue pour affaiblir et diviser le mouvement de libération palestinien. Globalement, Israël a créé une situation en Cisjordanie et à Gaza dans laquelle, pour la plupart des Palestiniens, le simple fait de survivre supplante maintenant la mobilisation et la participation à la vie politique.

Accroître l'espace démocratique

Il est clair que l'AP ne parviendra pas à libérer la Palestine. Elle ne sera pas non plus en mesure d'établir une souveraineté palestinienne, quelle qu'elle soit. Une restructuration et un renouveau des institutions de l'OLP doivent être la priorité pour les leaders politiques qui ont pour objectif la démocratisation de la vie politique palestinienne. L'accent doit être mis sur la décentralisation du pouvoir et de la gouvernance au sein de l'OLP ; cela réduirait l'emprise de l'AP sur le projet global de libération de l'OLP. Dans ce cadre, des mécanismes fiables de

responsabilisation verticale et horizontale doivent être établis.

Les élites politiques en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza sont influentes au sein des appareils de sécurité ; cet amalgame doit être rectifié car il est la raison de l'augmentation des mesures autoritaires et sécuritaires contre les activités politiques qui remettent en question le *statu quo*.

La société civile palestinienne et les militants à travers la Palestine historique ainsi que la diaspora doivent exiger des dirigeants élus, responsables et représentatifs. Cela doit être une revendication collective accompagnée de mesures de protection des plus exposés à la répression et au harcèlement des forces de sécurité.

La communauté internationale doit accroître ses pressions sur le régime israélien afin qu'il respecte les droits palestiniens. Cela comprend de permettre un processus démocratique palestinien à Jérusalem Est, conformément au droit international.

En outre, la communauté internationale doit arrêter d'encourager la domination d'un parti ou d'une faction politique. Cela, en refusant tout contact avec le Hamas et autres partis politiques désignés, alors qu'ils sont la majorité des partis politiques palestiniens, comme "organisations terroristes." La communauté internationale doit montrer qu'elle est prête à accueillir une direction palestinienne unifiée, représentant tous les partis et factions. Source: Al Shabaka

Traduction: Lauriane G. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Al Shabaka](#)

Yara Hawari est chercheuse en politique palestinienne à Al-Shabaka : The Palestinian Policy Network (Al-Shabaka : Réseau

de politique palestinienne). Elle a obtenu un doctorat en Politique du Moyen-Orient à l'Université d'Exeter. Sa thèse portait sur les projets d'histoire orale et la politique de la mémoire, dans le contexte plus large des études autochtones. Yara a enseigné l'Université d'Exeter et continue à travailler comme journaliste indépendante, écrivant pour plusieurs médias, tels que Al Jazeera en anglais, Middle East Eye et The Independent.